

Cet avis sur le site TED: <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:79564-2014:TEXT:FR:HTML>

Belgique-Bruxelles: Appel de manifestations d'intérêt EACEA/2013/01 en vue de l'établissement d'une liste d'experts chargés d'aider l'Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture» dans le cadre de la gestion des programmes de l'Union européenne 2014/S 048-079564

Rectificatif

(Supplément au Journal officiel de l'Union européenne, 14.9.2013, 2013/S 179-308003)

Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture», avenue du Bourget 1, 1049 Bruxelles, BELGIQUE. Courriel: eacea-info@ec.europa.eu

Au lieu de

2. Pouvoir adjudicateur:

Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture», avenue du Bourget 1, 1140 Bruxelles, BELGIQUE.

[...]

3. Procédure d'inscription:

[...]

Les candidats sont invités à présenter leur candidature conformément aux instructions fournies sur le site internet de l'Agence susmentionné.

Les candidats devront joindre à leur formulaire de candidature la preuve [...]

6. Utilisation de la liste résultant du présent avis:

La liste résultant du présent avis sera exclusivement utilisée pour des tâches à accomplir au titre des domaines décrits au point 7, avec un seuil maximal de 130 000 EUR (montant maximal par expert pour toute la durée de l'appel de manifestations d'intérêt. Cette règle ne s'applique qu'aux paiements effectués à la suite de bons de commande émis par l'Agence) de paiements totaux (y compris les rémunérations et les remboursements).

7. Description détaillée des domaines couverts par l'appel de manifestations d'intérêt:

Le pouvoir adjudicateur lance le présent appel de manifestations d'intérêt en vue d'établir une liste d'experts chargés de l'aider dans l'accomplissement des tâches suivantes:

[...]

c) Études et analyses spécifiques liées aux domaines d'activité.

d) Traduction ou révision de documents dans les langues requises.

e) Assistance à l'Agence durant les événements publics.

f) Autres tâches liées aux programmes gérés par l'Agence.

Le pouvoir adjudicateur pourra avoir besoin d'experts externes [...]

12. Conditions de rémunération et de remboursement des experts:

[...]

12.2. Remboursement des frais de déplacement et de logement:

si requis pour l'exécution des tâches et dans le cas où le marché le prévoit, l'expert sélectionné recevra le remboursement de ses frais de déplacement et de logement conformément aux règles et aux tarifs appliqués par la Commission européenne indiqués dans le projet de bon de commande et sur la base des pièces justificatives originales (par exemple, factures).

[...]

13. Autres renseignements:

[...]

13.6. Transparence ex post:

[...]

Ces renseignements comprennent le nom, le lieu (adresse des personnes morales et région d'origine des personnes physiques), le montant et l'objet du marché. Pour les personnes physiques, ces informations seront retirées 2 ans après l'année d'attribution du marché.

Lire

2. Pouvoir adjudicateur:

Agence exécutive «Éducation, audiovisuel et culture», avenue du Bourget 1, 1049 Bruxelles, BELGIQUE.

[...]

3. Procédure d'inscription:

[...]

Les candidats sont invités à présenter leur candidature conformément aux instructions fournies sur le site internet de l'Agence susmentionné. Afin que les candidatures soient accessibles aux services compétents pour l'assistance des experts, toutes les sections doivent être mises à jour et complétées. Les domaines d'expertise et l'expérience professionnelle doivent être suffisamment détaillés et étayés par des documents. Une candidature est considérée comme complète une fois sa validité confirmée dans le système d'échange électronique.

Les candidats devront joindre à leur formulaire de candidature la preuve [...]

6. Utilisation de la liste résultant du présent avis:

La liste résultant du présent avis sera exclusivement utilisée pour des tâches à accomplir au titre des domaines décrits au point 7, avec un seuil maximal de 130 000 EUR (montant maximal par expert pour toute la durée de l'appel de manifestations d'intérêt. Cette règle ne s'applique qu'aux paiements effectués à la suite de contrats émis par l'Agence) de paiements totaux (y compris les rémunérations et les remboursements).

7. Description détaillée des domaines couverts par l'appel de manifestations d'intérêt:

Le pouvoir adjudicateur lance le présent appel de manifestations d'intérêt en vue d'établir une liste d'experts chargés de l'aider dans l'accomplissement des tâches suivantes:

[...]

c) Assistance à la mise en œuvre d'actions gérées par l'Agence.

d) Assistance à l'Agence par des avis et des conseils dans des cas spécifiques.

Le pouvoir adjudicateur pourra avoir besoin d'experts externes [...]

12. Conditions de rémunération et de remboursement des experts:

[...]

12.2. Remboursement des frais de déplacement et de logement:

si requis pour l'exécution des tâches et dans le cas où le marché le prévoit, l'expert sélectionné recevra le remboursement de ses frais de déplacement et de logement conformément aux règles et aux tarifs appliqués par la Commission européenne indiqués dans le projet de contrat et sur la base des pièces justificatives originales (par exemple, factures).

[...]

13. Autres renseignements:

[...]

13.6. Transparence ex post:

[...]

Ces renseignements comprennent le nom, le lieu (adresse des personnes morales et région d'origine des personnes physiques), le montant et l'objet du marché. Pour les personnes physiques, ces informations seront retirées 2 ans après l'année d'attribution du marché.

13.7. Communication entre le pouvoir adjudicateur et les experts:

tous les échanges avec les experts, y compris la conclusion des contrats pour leur nomination et, le cas échéant, des avenants, s'effectuent par l'intermédiaire des systèmes d'échange électronique mis en place conformément à l'article 287, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission.

En présentant leur candidature via le site internet mentionné dans l'appel, les experts acceptent de recourir au système d'échange électronique pour les interactions avec l'Agence ou l'organe de financement compétent. Toutes les communications effectuées par l'intermédiaire du système d'échange électronique (y compris la signature des contrats, les avenants, les notifications, les demandes de paiement, etc.) sont considérées comme équivalentes aux communications effectuées par l'intermédiaire de documents papier, sont recevables comme preuve en justice, sont réputées constituer les documents originaux et bénéficient d'une présomption légale quant à leur authenticité et à leur intégrité, pour autant qu'elles ne contiennent pas de caractéristiques dynamiques susceptibles de les modifier automatiquement. Les signatures électroniques ont un effet juridique équivalent à celui d'une signature manuscrite.